

CONTRE BUSH, CONTRE CHIRAC : POUR LA DÉFAITE DE L'IMPÉRIALISME !

Ce 5 juin, Bush est à Paris pour rencontrer Chirac. Ce sont les grandes retrouvailles entre l'impérialisme français, dont la responsabilité écrasante dans le génocide rwandais de 1994 (gouvernement Mitterrand-Balladur-Juppé) a récemment été dévoilée, et l'impérialisme américain, dont les actes de torture contre les prisonniers irakiens viennent d'être révélés par les médias du monde entier. Depuis des années, notamment après l'effondrement de l'URSS, on nous avait rebattu les oreilles en nous gavant de suaves discours sur le triomphe de la « démocratie », des « droits de l'homme » et du « droit international », censés définir un « nouvel ordre mondial », lui-même présenté comme la « fin de l'Histoire »... Aujourd'hui, ce gigantesque mensonge, cette immense manipulation bourgeoise, commencent à apparaître pour ce qu'ils sont aux yeux de millions de travailleurs et de jeunes, bien au-delà des limites de l'avant-garde révolutionnaire : c'est à une échelle de masse que qu'est dévoilé le vrai visage de l'impérialisme contemporain : un visage de guerre, de massacres et de torture généralisée. Pour les peuples du monde, les Bush, Blair, Sharon et Cie n'apparaissent plus désormais que comme d'ignobles voyous ne représentant que les intérêts de leur bourgeoisie respective, au mépris du soi-disant « droit international », auquel ne croient plus que des fractions de plus en plus réduites des idéologues bourgeois et de la petite-bourgeoisie idéaliste, notamment en Europe.

Quant à l'impérialisme français, la relative sympathie internationale dont Chirac a pu bénéficier l'an passé lors de son opposition à Bush sur le dossier irakien, a été sérieusement mise à mal par les accusations du président rwandais Kagame contre « la France » qui, dans le cadre de sa rivalité coloniale avec les Anglo-américains en Afrique, avait soutenu et armé le régime précédent, allant jusqu'à former et encadrer les milices qui allaient perpétrer le génocide, et les protégeant après celui-ci par l'opération « Turquoise » dans le cadre de l'ONU. Nul doute que, d'ici quelques années, des révélations analogues seront

diffusées à une échelle de masse sur les crimes en cours de l'impérialisme français, en Côte d'Ivoire et ailleurs : il n'y a aucune différence de nature entre Chirac et Bush, l'impérialisme français n'a pas d'état d'âme quand il s'agit d'intervenir dans les pays semi-coloniaux, et il le fait d'ailleurs souvent en compagnie de son ami américain, comme en Haïti (gouvernement Chirac-Raffarin) ou au Kosovo et en Afghanistan (gouvernement Chirac-Jospin-Buffet-Voinet)...

Souvenons-nous : l'an passé, au cœur de la gigantesque mobilisation internationale contre la guerre, la gauche plurielle (PS, PCF, Verts, principaux dirigeants des syndicats et du mouvement « altermondialiste ») prétendait que l'axe Chirac-Schröder, l'Union Européenne et l'ONU représentaient une alternative pacifiste à la politique de Bush, et elle s'efforçait de canaliser le mouvement anti-guerre dans le cadre du prétendu « droit international » et dans l'appel au « veto » de la France. On parlait même de donner à Chirac le prix Nobel de la paix — même s'il est vrai qu'il n'y avait que de journalistes français pour y croire ! Mais aujourd'hui, à l'heure où Chirac retrouve Bush pour discuter du maintien de l'« ordre » mondial, il devient flagrant que l'opposition entre les impérialismes ne faisait que refléter des différences stratégiques et des conflits d'intérêts. De même, le nouveau gouvernement espagnol de Zapatero n'est pas plus pacifiste que celui d'Aznar : le retrait des troupes espagnoles d'Irak est le produit de la mobilisation et de la pression des travailleurs de l'État espagnol, il ne change rien à la nature bourgeoise du PSOE, le parti de Javier Solana qui, comme chef de l'OTAN, avait envoyé les troupes espagnoles au Kosovo... — Quant à l'O.N.U., elle a toujours légitimé ou couvert les interventions impérialistes, notamment les exactions de l'État sioniste, elle a institué et maintenu pendant douze ans l'embargo contre l'Irak, qui a fait plus d'1,5 million de victimes, ses « casques bleus » ont tiré sur la population somalienne en 1992, assisté en spectateurs aux massacres pendant la guerre en Yougoslavie, et il sont aujourd'hui nombreux à être poursuivis pour viol et crime dans plusieurs pays où ils sont intervenus...

VIVE LA RÉSISTANCE ARMÉE DES PEUPLES D'IRAK ET DE PALESTINE !

Les communistes révolutionnaires doivent se prononcer inconditionnellement pour la défaite de l'impérialisme et du sionisme, donc soutenir sans hésitation le soulèvement armé du peuple irakien contre l'occupation anglo-américaine et la résistance multiforme du peuple palestinien contre les exactions de Sharon, couvert par les travaillistes israéliens. Cela ne signifie en aucun cas qu'ils accordent leur soutien aux directions islamistes et nationalistes-bourgeoises : celles-ci ne font que diviser les travailleurs, organisent des attentats aveugles contre les populations et constituent un obstacle majeur à la formation d'une véritable alternative à l'impérialisme, qui ne saurait être qu'ouvrière et socialiste. En Irak comme en Palestine, seule la classe ouvrière est capable, avec ses alliés, la paysannerie et la jeunesse, de dépasser les limites religieuses et ethniques imposées par les directions des mouvements de résistance, afin d'aller vers un authentique processus de libération nationale et social. Les communistes internationalistes doivent soutenir les organisations ouvrières, de chômeurs, de jeunes et de femmes qui cherchent à se constituer indépendamment des islamistes et contre eux, mais qui doivent, pour se

développer et pour vaincre, être aux premiers rangs du combat politique et de la lutte armée contre l'impérialisme et le sionisme.

Mais le combat contre l'impérialisme commence dans les pays agresseurs eux-mêmes. Comment empêcher réellement les guerres et occupations impérialistes ? Il revient à la classe ouvrière, aux travailleurs de l'industrie et des services, de prendre la tête de ce combat, pour ses propres intérêts de classe internationale et pour ceux de tous les peuples opprimés. En effet, c'est elle qui produit et fait circuler les armes dont se servent les armées impérialistes, qui fournit les produits de consommation aux troupes d'occupation, etc. Il faut donc suivre l'exemple des cheminots écossais qui, en 2003, avaient refusé d'acheminer des armes destinées à l'armée britannique, et l'exemple de la classe ouvrière et de la jeunesse italiennes qui, tout en combattant les réformes de Berlusconi, s'en étaient pris à la machine de guerre impérialiste de l'intérieur, en bloquant les voies ferrées et certains bateaux à Livourne et à Naples.

En France, il faut que, par leur auto-organisation (Assemblées Générales, comités de grèves, etc.), les travailleurs et la jeunesse imposent aux organisations qui se

réclament de leurs intérêts spécifiques (CGT, FO, FSU, SUD, CNT, PCF, LO, LCR, PT...) de se prononcer et de se battre pour la défaite de l'impérialisme, pour le soutien à la résistance des peuples opprimés, notamment en Irak et en Palestine. En particulier, si elles veulent réellement être reconnues par les masses comme crédibles, les organisations qui se réclament du socialisme (à commencer par LO, LCR et PT, qui comptent à eux trois 12 000 militants, qui disposent de relations et de positions

syndicales et associatives importantes, qui font plus d'un million de voix aux élections...) doivent rompre avec leur passivité, prendre l'initiative d'un rassemblement politique unitaire des travailleurs d'avant-garde et de la jeunesse contre la guerre et l'impérialisme, lutter au sein des syndicats et des comités contre la guerre en engageant un combat frontal contre les bureaucrates, contre tous les suppôts de Chirac, de l'UE et de l'ONU :

- **Ni impérialisme français, ni impérialisme anglo-américain ! Aucun soutien à l'O.N.U. et à l'Union européenne !**
- **Troupes impérialistes, hors d'Irak, d'Afghanistan, d'Haïti, d'Afrique, etc. ! Partout, défaite de l'impérialisme !**
- **Pour la destruction de l'État sioniste, la formation d'une Palestine unifiée, laïque et socialiste, pour que les travailleurs puissent vivre en paix, qu'ils soient arabes, juifs, etc. ! Pour la formation d'une République socialiste d'Irak, d'une République socialiste du Kurdistan unifié ! Pour une fédération socialiste du Proche-Orient !**
- **Pour enrayer la machine de guerre dans les pays impérialistes, une seule solution : le rassemblement politique des travailleurs et des jeunes sous la direction du prolétariat, dans l'objectif de la grève générale !**
- **Pour mettre fin aux guerres, aux tortures et à la barbarie impérialistes, une seule perspective : le socialisme !**

COMBATTONS NOTRE PROPRE BOURGEOISIE, DÉFENDONS NOS ACQUIS ! À BAS LA RÉFORME DOUSTE-BLAZY CONTRE LA SÉCURITÉ SOCIALE !

Le combat politique indépendant du prolétariat consiste nécessairement à *lier la lutte pour la défaite de l'impérialisme et pour le soutien à la résistance des peuples opprimés, au combat pour la défense des acquis arrachés par la lutte de classe dans chaque pays*. Tous les coups portés à l'impérialisme dans les pays occupés et semi-coloniaux faciliteront le combat de la classe ouvrière et des classes populaires des métropoles en défense de leurs conquêtes, contre leurs propres gouvernements — et réciproquement. Plus l'impérialisme est en difficulté au niveau international, plus les prolétaires du monde et les peuples opprimés seront dans une position favorable pour commencer à inverser le rapport de force et passer à la contre-offensive.

En France, malgré sa défaite des 21-28 mars, le « nouveau » gouvernement Chirac-Raffarin, profitant de la couverture que lui offre la gauche plurielle engagée dans une « cohabitation » d'un nouveau type, a comme mission de se concentrer sur un petit nombre d'attaques cruciales : *régionalisation, privatisation d'EDF-GDF et « réforme » de la Sécurité sociale*. C'est ainsi que Douste-Blazy a d'annoncé son plan : prétextant un « déficit » qui n'est en fait que le produit d'une mise en faillite délibérée — au total, chaque année, plus de 18 milliards d'euros sont volés à la Sécu, notamment par le biais des exonérations massives de charges patronales —, ce projet prévoit notamment : 1) instauration d'un *forfait d'1 euro non remboursé sur tout acte médical* ; autrement dit, selon le principe des assurances privées, plus on sera malade, plus on paiera ; sachant que, comme le montre le précédent du « forfait hospitalier » mis en place par le gouvernement PS-PCF en 1982, le montant de cette taxe est évidemment destiné à augmenter dans les années à venir — on prétextera toujours la nécessité de faire plus d'économies ; 2) *augmentation de la CSG* (mise en place par le gouvernement PS de 1991) pour les retraités imposables ; 3) *instauration du « dossier médical partagé »*, qui met en cause la confidentialité des actes médicaux pour tous les assurés sociaux ; 4) *mise en place d'un budget fermé pour la Sécu*, c'est-à-dire d'une enveloppe financière inextensible, qui entraînera la diminution du taux des remboursements dès que ses gestionnaires estimeront qu'elle risque d'être dépassée ; 5) *association plus étroite encore qu'aujourd'hui des dirigeants syndicaux à la gestion comptable de la Sécu et à la définition de cette enveloppe fermée avec le gouvernement et le MEDEF* — les syndicats qui accepteraient cette collaboration devant dès lors renoncer à défendre, même formellement, les intérêts particuliers des salariés... — *Il s'agit donc d'une nouvelle contre-réforme, extrêmement grave, qui s'ajoute aux précédentes en accélérant la destruction progressive du principe même de la Sécu fondée sur le salaire collectivisé des salariés et destinée à organiser leur solidarité de classe*.

Or le gouvernement bénéficie une fois de plus de la couverture non seulement du PS ou des Vert, mais encore des

directions du PCF et des syndicats (CGT, FO, FSU... sans parler de la CFDT) : après avoir pendant des mois et des mois emboîté le pas du gouvernement en prétextant un « déficit structurel » de la Sécu et en réclamant un « grand débat national préalable à une vraie négociation » et une « bonne réforme » ; après avoir participé au « Haut conseil sur l'avenir de l'assurance maladie » qui avait pourtant été mis en place par le gouvernement pour préparer et justifier la « réforme » par un « diagnostic partagé » ; après avoir cautionné le rapport final de ce « Haut conseil » qui, rendu le 23 janvier, ne dit pas un mot des milliards d'exonérations offertes au patronat et suggère, pour réduire le déficit, d'augmenter la CSG, de limiter le « périmètre remboursable », de contrôler l'« offre de soins »... ; après avoir fait preuve d'un attentisme criminel, refusant de mobiliser les travailleurs sous prétexte d'attendre de connaître le projet du gouvernement... — *les dirigeants des grandes organisations syndicales n'ont toujours pas condamné clairement le projet de Douste-Blazy*, ils se contentent de critiquer avant tout la « méthode » du gouvernement, en réclamant de « véritables négociations » ! Et ils continuent d'appeler les différentes catégories de travailleurs à manifester séparément : SNCF le 13 mai, Éducation nationale le 25, EDF-GDF le 27, etc. Quant au 5 juin, ils voudraient en faire une simple « journée d'action » sans lendemain, après avoir refusé de faire le lien avec la mobilisation prévue depuis longtemps contre la guerre et l'occupation de l'Irak !

C'est ainsi que le même scénario qui a conduit l'an passé à la défaite sur la question des retraites est en train de se reproduire cette année pour la Sécu ! ***Voudrait-on mener une nouvelle fois les travailleurs à la défaite, qui plus est sans combat ?*** C'est la question que se pose de nombreux militants et syndicats de base, s'interrogeant sur le moyen de vaincre le gouvernement — ce qui pose en réalité la question de la *grève générale*, comme le montre par défaut mai-juin 2003. Dans cette situation, ***les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes et leur auto-organisation*** : sans attendre, dans les entreprises et les établissements, avec les syndicats, il faut se réunir en assemblées générales, expliquer le projet du gouvernement, populariser la nécessité de la grève générale, se fédérer à tous les niveaux, sur la base de délégués élus, mandatés et révocables. C'est la seule manière pour que les travailleurs et la jeunesse dirigent eux-mêmes le combat ; c'est la seule manière pour ***imposer aux dirigeants syndicaux qu'ils engagent sans attendre, dans l'unité, le combat pour défendre la Sécu***, qu'ils cessent leurs bavardages sur la prétendue nécessité de « négociations » et d'une « vraie réforme », qu'ils arrêtent de nous balader d'une « journée d'action » sans lendemain à une autre... Et c'est le combat que devraient mener ensemble LO, la LCR et le PT, qui ont les moyens de convoquer immédiatement, sans attendre le signal des dirigeants syndicaux, en association avec les syndicalistes combattifs, des A.G. unitaires et démocratiques partout où c'est possible.

*Lecteurs, donnez-nous votre avis, contactez le Groupe CRI :
06 64 91 49 63, groupecri@free.fr ou http://groupecri.free.fr*